

KAMINSKI, Catherine et Simon KRUK. *Le monde arabe et Israël aujourd'hui*. Paris, Presses universitaires de France, 1999, 229 p.

Houchang Hassan-Yari

Volume 31, numéro 4, 2000

De la SDN à l'ONU : Raoul Dandurang et la vision idéaliste des relations internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704238ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704238ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hassan-Yari, H. (2000). Compte rendu de [KAMINSKI, Catherine et Simon KRUK. *Le monde arabe et Israël aujourd'hui*. Paris, Presses universitaires de France, 1999, 229 p.] *Études internationales*, 31(4), 790–792.
<https://doi.org/10.7202/704238ar>

MOYEN-ORIENT

Le monde arabe et Israël aujourd'hui.

KAMINSKI, Catherine et Simon KRUK.
Paris, Presses universitaires de France,
1999, 229 p.

Le conflit israélo-arabe a fait couler beaucoup d'encre depuis la création de l'État hébreu en 1948. Tous les aspects de la « question » sont vus et revus à maintes reprises. Ce conflit est même beaucoup mieux traité que les autres conflits ! La nature du conflit, sa durée, la qualité de ses acteurs, les enjeux, l'ethnicité et la religiosité, la terre, ne laissent guère les observateurs de la scène moyen-orientale comme des témoins passifs. Certains sympathisent ouvertement avec l'une ou l'autre partie, tandis que d'autres ont de la difficulté à se détacher de l'objet de leur réflexion pour rester « objectifs ».

L'ouvrage de Kaminski et Kruk est composé de sept chapitres, d'une introduction et une conclusion. L'introduction fait une lecture du monde postcommuniste bourrée d'optimisme. Dans ce monde, les auteurs estiment que l'on aurait tendance aujourd'hui à chercher des solutions qui évitent les erreurs et les nombreux errements ayant abouti à maintes crises depuis la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'aux années 1990. (pp. 1-2) Une gestion plus cohérente des approches, une nouvelle grille de décodage des relations internationales, un monde différent, l'ère d'un autre ordre international, au lieu de « nouvel ordre international », sont d'autres termes utilisés pour définir l'univers postcommuniste.

Les auteurs prévoyant l'avènement de la stabilité au Moyen-Orient, attribuent le blocage des négociations dans le passé au refus arabe, mais se réjouissent de la volonté des Occidentaux d'empêcher la politique expansionniste de l'Irak. La dimension arabe de la campagne de la « libération du Koweït » n'existe tout simplement pas. Ils affirment que l'Occident n'a pas souhaité redessiner les frontières Irak-Koweït. Affirmation étonnante, car, les limites territoriales des deux pays sont modifiées en faveur du Koweït. L'ouvrage qui cherche à faire une nouvelle lecture de la géopolitique des conflits, estime que le centre de gravité s'écarte du Proche-Orient et se rapproche de l'espace centre-asiatique. Il est utile de rappeler que le Proche-Orient n'a jamais été le centre de gravité, mais un des points majeurs de discorde Est-Ouest au cours des décennies de la guerre froide.

L'ouvrage contient d'autres informations qu'il faut tempérer. Voici un exemple qui illustre bien le fait que l'ouvrage soit centré sur Israël et cela au détriment de l'autre partie du conflit israélo-arabe : « le Proche-Orient est encore soumis au rejet de l'identité d'Israël, à une perception hostile du monde arabe par rapport à l'État hébreu ». (pp. 3-4) Dans ce passage, l'ouvrage fait référence à ce refus arabe en ces termes : « une approche florissante dans les années 1920 jusque vers 1990 ». Israël qui fête ses cinquante et un ans (p. 53) existait-il dans les années 1920 ?

Le premier chapitre contient un nombre assez élevé de propos contradictoires. Privilégiant la stratégie du

fait accompli au détriment de la légalité internationale, il reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël. (p. 5) L'Iran y est présenté comme « un État qui clame toujours haut et fort son hostilité à la paix avec l'État hébreu ». (p. 5) Cette affirmation perdra de sa force quand les auteurs, relatant les « volte-face diplomatiques » de l'Iran, déclarent que « le conflit israélo-arabe ne concerne pas les (Iraniens) directement ». (p. 7) Un peu plus loin, les auteurs restent toujours confus sur la politique de l'Iran, cette fois-ci au Liban, quand ces derniers écrivent que Khomeyni n'est pas directement concerné par une terre aussi éloignée de ses frontières. (p. 8) Nul n'est besoin de rappeler qu'une partie importante des sanctions que les États-Unis ont imposé à l'Iran trouve ses sources dans l'appui de Téhéran au Hezbollah qui combat la présence d'Israël au Liban-Sud. Comment interpréter la présence des Gardiens iraniens de la révolution au Liban, présence qui contredit ouvertement cette affirmation de l'ouvrage selon laquelle Khomeyni considère le combat contre Israël comme la seule responsabilité arabe ? Tout le chapitre 1 tourne autour de la confusion sur les relations triangulaires Iran-Syrie-Hezbollah (Liban). Il faut également mentionner que les auteurs s'attardent davantage sur les relations du Hamas et du Hezbollah palestinien avec l'Iran ; elles sont plus amicales que les auteurs ne le laissent entendre.

Le chapitre 2, « Israël : vers une intégration pérenne au Moyen-Orient », fait part d'une évolution qualitative importante dans la mentalité d'Israéliens selon laquelle « les enjeux de politique extérieure ne sont plus une

question de survie ». Cependant cette perception ne doit pas tromper et minimiser la gravité de la situation. Israël reste techniquement dans un état de guerre avec la Syrie et le Liban. La situation au sud du Liban est jugée suffisamment explosive par les mères de soldats israéliens qui réclament le rapatriement de leurs enfants de cette boucherie. La compréhension des auteurs du processus de paix avec les Palestiniens serait très différente de celle des négociateurs israéliens. Les auteurs écrivent que : « Ce n'est pas tellement l'idée d'existence de l'État palestinien qui achoppe, mais bien plutôt la manière dont cet État naissant conçoit la paix avec les Israéliens. » (p. 55) Où se trouvent la question de Jérusalem, celle des réfugiés palestiniens, le tracé des frontières nationales, la question de l'eau et d'autres problèmes pratiques ? Donc, le comportement d'un futur État palestinien n'est pas la source du blocage. Le problème est ailleurs.

« Le fait palestinien » fait l'objet du chapitre 3 où sont débattus le nationalisme arabe palestinien, une entité nationale très composite, les relations entre les groupes islamistes et l'Autorité palestinienne, les conditions d'un échange israélo-palestinien, la solidarité arabe. Selon les auteurs, la démocratie est un modèle occidental rapporté au Proche-Orient par les Israéliens, puis par les quelques Palestiniens diplômés d'universités occidentales. (p. 113) La faiblesse de l'analyse est criante quand on observe la situation de la démocratie en Afrique où la plupart de ses dirigeants sont issus des universités occidentales. L'argument est aussi faible car il ne connaît pas le système des conseils

islamiques (*Chora*), une forme de démocratie directe, certes méprisée par les régimes autoritaires imposés aux pays dits musulmans.

Le problème du chapitre 4, « La Jordanie et la « paix du roi », réside dans le fait que la paix reste justement conclue entre le roi et Israël. Il n'y a pas de paix entre les peuples d'où son côté artificiel et la difficulté de l'instaurer. « Paix des braves » n'est pas devenue celle des faibles ! Les chapitres suivants sont consacrés à la stratégie de l'Arabie saoudite, des pays arabes du golfe Persique et de l'Égypte, aux relations d'Israël avec la Turquie et l'Iran, et à l'évolution de la stratégie russe. Les auteurs analysent la fin du mythe sur l'unité arabe et l'émergence des particularismes. Dans la conclusion, à l'instar d'une partie importante du livre, les auteurs remplacent la situation au Moyen-Orient par leur propre impression. Ce passage illustre cette compréhension : « Le monde arabe a reconnu que les Israéliens avaient fait le choix d'une intégration dans la région. » (p. 215) Or, toutes les déclarations de la Ligue des États arabes dénoncent la volonté agressive d'Israël de chercher à s'imposer comme puissance hégémonique aux Arabes et le mépris de ce pays à l'endroit de ses voisins. Les auteurs se contredisent immédiatement dans la phrase qui suit la reconnaissance arabe du choix israélien : « Les rapports de force sur le plan militaire ont aujourd'hui triomphé. » Les auteurs doivent savoir qu'Israël ne peut pas s'imposer éternellement par la force aux Arabes. Une telle relation n'est pas saine et pourrait représenter l'ingrédient explosif nécessaire à une confrontation. L'*Intifada* ainsi que le refus d'Israël par les masses arabes et

une partie de la communauté musulmane découlent justement de cette imposition par la force.

H. HASSAN-YARI

Collège militaire royal
Kingston, Canada

CANADA

Ernest Lapointe and Quebec's Influence on Canadian Foreign Policy.

MACFARLANE, John. *Toronto, University of Toronto Press, 1999, 270 p.*

Dans quelle mesure un seul acteur politique peut-il influencer sur les prises de décision d'un appareil gouvernemental, notamment en matière de relations extérieures ? C'est à cette question que s'intéresse l'historien John MacFarlane en se penchant sur les rapports entre le premier ministre canadien William Lyon Mackenzie King et son lieutenant canadien-français Ernest Lapointe.

Ministre de la Marine et des Pêcheries au cours du premier mandat de W. L. Mackenzie King, puis ministre de la Justice sous les gouvernements libéraux subséquents jusqu'à son décès en 1941, E. Lapointe fut un cacique important des troupes libérales, entre autres par son habileté à se présenter comme le porte-parole du Canada français. À la suite de la Crise de la Conscription de 1917, une grande partie de l'électorat canadien-français rejette les Conservateurs, jugés inféodés à une conception de l'impérialisme de plus en plus obsolette. Sous la houlette d'E. Lapointe, récupérant à son profit l'héritage de sir Wilfrid Laurier, les libéraux fédéraux sauront bénéficier de ce rejet,